Nations Unies A/56/6 (SECT.27A)

Assemblée générale

Distr. générale
25 mars 2001
Français
Original:

Cinquante-sixième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003*

Titre VIII
Services communs d'appui

Chapitre 27A
Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion

(Programme 24 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005)

Table des matières

Page

Vue d'ensemble 2

A. Direction exécutive et administration 4

B. Programme de travail 5

Sous-programme 1. Services de gestion 5

C. Appui aux programmes 13

Annexe

Montant indicatif des ressources nécessaires 16

* On trouvera dans le présent fascicule le chapitre 27A du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003. Le budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6* aux *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session* (A/56/6/Rev.1).

01-30431 (F) 190401 200401

Chapitre 27A
Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion

(Programme 24 du plan à moyen terme pour la période 2002-2005)

Vue d'ensemble

27A.1 Le Secrétaire général adjoint à la gestion est responsable de la gestion des ressources financières, des ressources humaines et des opérations d'appui de l'Organisation et dirige et gère les activités du Département de la gestion. Conformément à ces responsabilités, le Secrétaire général adjoint à la gestion donne des orientations générales pour la formulation du projet de plan à moyen terme et du projet de budget-programme biennal et assure la coordination et la direction de l'opération et, en coopération avec le Comité de la politique de gestion, il fournit aux directeurs de programme du Secrétariat des indications sur la stratégie à suivre en matière de réforme de la gestion, et assure la coordination et la direction de l'action dans ce domaine. Le Secrétaire général adjoint représente ou fait représenter le Secrétaire général, pour les questions de gestion, auprès d'organes directeurs, d'organismes appliquant le régime commun et d'organes consultatifs pour les questions administratives; suit les nouvelles questions de gestion dans l'ensemble du Secrétariat en concertation avec les comités exécutifs; et supervise le système interne d'administration de la justice au Secrétariat.

27A.2 Pour s'acquitter des responsabilités énumérées ci-dessus, le Secrétaire général adjoint est donc appelé à participer très activement à la coordination des diverses activités menées par le Département pour assurer le bon fonctionnement du système administratif dans l'ensemble du Secrétariat. Le Bureau du Secrétaire général adjoint comprend le Bureau de la politique de gestion, le Service des contributions, la Trésorerie, le Groupe de l'appui aux activités de contrôle, les secrétariats de la Commission paritaire de recours, du Comité paritaire de discipline, du Jury en matière de discrimination et autres plaintes, de la Liste des conseils, et le Service administratif du Département de la gestion. Le Bureau est chargé des activités ci-après : services de gestion, gestion financière et administration de la justice. En outre, il fournit des services de secrétariat à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et au Comité du programme et de la coordination.

27A.3 Les activités du Bureau relèvent du programme 24 (Services de gestion et services centraux d'appui) du plan à moyen terme pour la période 2002-2005, tel qu'il a été révisé (A/55/6/Rev.1), en particulier du sous-programme 24.1 (Services de gestion), qui recouvre toutes les responsabilités du Bureau énumérées ci-dessus.

27A.4 Le montant total des ressources nécessaires au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion inscrit au budget ordinaire s'élève à 11 827 000 dollars avant réévaluation des coûts, soit une augmentation de 446 800 dollars ou de 3,9 % par rapport aux montants révisés des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2000-2001. Cet accroissement des ressources nécessaires est dû pour une large part à l'augmentation des dépenses de personnel imputables aux facteurs ci-après : a) renforcement de l'administration du mécanisme de la justice, en particulier établissement du bureau d'un médiateur, dirigé par un fonctionnaire de la classe D-2 et appui accru fourni aux activités de la Liste des conseils en y allouant notamment un nouveau poste de juriste (classe P-4); et b) renforcement des opérations du Bureau dans les domaines du contrôle et de l'analyse de la situation financière de l'Organisation et des services d'appui administratif, au titre duquel on envisage le reclassement à D-1 d'un poste P-5 et le reclassement à P-5 d'un poste P-4.

27A.5 Le montant estimatif des ressources extrabudgétaires pour l'exercice biennal 2002-2003 s'élève à 2 851 500 dollars et est tiré des recettes d'appui au programme provenant du remboursement de services fournis par le Département à des activités, fonds et programmes extrabudgétaires.

27A.6 La répartition estimative des ressources par grande rubrique, en pourcentage, figure au tableau 27A.1.

Tableau 27A.1

Répartition des ressources par grande rubrique, en pourcentage

Rubrique	*Budget ordinaire*	*Fonds extrabudgétaires*
A. Direction exécutive et administration	23,9	–
B. Programme de travail		
1. Services de gestion	15,7	–
2. Gestion financière	23,6	84,3
3. Administration de la justice	12,9	11,8
C. Appui au programme	24,1	3,9
Total	**100,0**	**100,0**

Tableau 27A.2

Prévisions de dépenses, par grande rubrique et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Rubrique	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
A. Direction exécutive et administration	2 756,8	2 720,9	83,4	3,0	2 804,3	200,6	3 004,9
B. Programme de travail							
1. Services de gestion	1 593,8	1 897,9	(45,8)	(2,4)	1 852,1	136,9	1 989,0
2. Gestion financière	2 271,7	2 738,0	54,2	1,9	2 792,2	194,3	2 986,5
3. Administration de la justice	1 132,1	1 203,7	317,9	26,4	1 521,6	96,7	1 618,3
C. Appui au programme	3 347,2	2 819,7	37,1	1,3	2 856,8	195,2	3 052,0
Total (1)	**11 101,6**	**11 380,2**	**446,8**	**3,9**	**11 827,0**	**823,7**	**12 650,7**

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1998-1999 Dépenses effectives	*2000-2001 Dépenses estimatives*	*2002-2003 Dépenses prévues*
Total (2)	**2 314,0**	**2 735,4**	**2 851,5**
Total [(1) + (2)]	**13 415,6**	**14 115,6**	**15 502,2**

Tableau 27A.3

Postes nécessaires

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*					
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*		*Total*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	–	–	–	–	1	1
D-1/D-2	7	9	–	–	–	–	7	9
P-1 à P-5	16	16	–	–	8	8	24	24
Total partiel	**24**	**26**	**–**	**–**	**8**	**8**	**32**	**34**
Agents des services généraux								
Total partiel	**33**	**33**	**–**	**–**	**8**	**8**	**41**	**41**
Total général	**57**	**59**	**–**	**–**	**16**	**16**	**73**	**75**

A. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 2 804 300 dollars

27A.7 C'est avec l'assistance de son bureau que le Secrétaire général adjoint à la gestion dirige et supervise les activités du Département. Le Bureau fait office de centre de liaison pour l'information et l'intégration de tous les aspects des travaux du Département, donne des conseils concernant ses politiques et directives, coordonne les activités à l'intérieur du Département, y compris les mesures de suivi nécessaires; consulte d'autres départements, bureaux, fonds et programmes et négocie et collabore avec eux en ce qui concerne des questions d'intérêt commun, établit les politiques, procédures et mécanismes administratifs requis pour assurer le fonctionnement efficace et rationnel du système de justice interne; fournit des avis juridiques sur la suite à donner aux recours ou plaintes déposés par des fonctionnaires et aux affaires disciplinaires ainsi que sur l'application des jugements du Tribunal administratif de l'Organisation des Nations Unies; et fournit des services techniques à la Cinquième Commission et au Comité du programme et de la coordination par l'intermédiaire du secrétariat du Comité. L'expérience acquise en matière de contrôle et d'analyse de la situation financière de l'ensemble de l'Organisation a mis en évidence la nécessité d'une analyse et de projections plus approfondies et plus transparentes, compte tenu de la persistance de la situation financière précaire à laquelle se heurte l'Organisation. Ces dernières années, aussi bien les États Membres que le Secrétariat ont attaché sensiblement plus d'importance aux domaines prioritaires ci-après : analyse financière, projections et comptes rendus des résultats de fin d'année et des tendances financières futures destinés aux États Membres, d'où la nécessité de renforcer les capacités du Bureau en la matière. En outre, il ressort des acquis d'expérience dans le domaine de la gestion financière des ressources du Département, y compris celles inscrites aux chapitres 27A, 27B, 27C et 27D, qu'il faut renforcer les capacités et les compétences du Service administratif du Département pour assurer le financement régulier et ponctuel des diverses activités du Département.

Tableau 27A.4

Ressources nécessaires

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003 (avant réévaluation des coûts)*	*2000-2001*	*2002-2003*
Budget ordinaire				
Postes	2 584,9	2 606,6	12	12
Autres rubriques	136,0	197,7	–	–
Total	**2 720,9**	**2 804,3**	**12**	**12**
Fonds extrabudgétaires	–	–	–	–

27A.8 Le montant de 2 804 300 dollars devrait permettre de financer 12 postes, y compris un poste reclassé à la classe D-1 destiné à l'administrateur général du Bureau du Secrétaire général adjoint, pour veiller à ce que ce bureau soit doté des capacités analytiques nécessaires au contrôle de la situation financière de l'Organisation. Les ressources au titre des dépenses de personnel sont complétées comme il convient par celles prévues pour les dépenses autres que ces dernières, y compris les ressources supplémentaires nécessaires pour faire face à l'augmentation des dépenses générales de fonctionnement due à la révision des arrangements opérationnels relatifs aux communications et à la bureautique.

B. Programme de travail

Sous-programme 1
Services de gestion

Tableau 27A.5

Ressources nécessaires par sous-programme

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Sous-programme	*2000-2001*	*2002-2003 (avant réévaluation des coûts)*	*2000-2001*	*2002-2003*
Budget ordinaire				
1. Services de gestion				
Services de gestion	1 897,9	1 852,1	7	7
Gestion financière	2 738,0	2 792,2	14	14
Administration de la justice	1 203,7	1 521,6	7	9
Total	**5 839,6**	**6 165,9**	**28**	**30**
Fonds extrabudgétaires	2 735,4	15 502,2	16	16

1. Services de gestion

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 1 852 100 dollars

27A.9 Le Bureau de la politique de gestion facilite l'introduction des meilleures pratiques de gestion dans l'ensemble de l'Organisation. Le Bureau fournit également un appui à l'équipe chargée de la politique de gestion (le Comité de la politique de gestion) dont le rôle consiste à veiller à ce que la réforme de la gestion soit appliquée dans l'ensemble du Secrétariat. Ce comité est composé du Secrétaire général adjoint à la gestion et des trois sous-secrétaires généraux du Département.

27A.10 Le Bureau de la politique de gestion aide le Secrétaire général adjoint et les sous-secrétaires généraux à promouvoir un climat de transparence et de responsabilité dans les relations avec les États Membres. Il facilite par ailleurs une approche intégrée des propositions présentées par le Secrétaire général pour accroître l'efficacité et la productivité de l'Organisation. Pour ce faire, il fournira des études et des conseils sur les questions, méthodes, procédures et systèmes de gestion, notamment les ressources financières et humaines, les services d'appui, les technologies de l'information et d'autres aspects de l'administration. La réalisation de ces objectifs devrait permettre d'accroître la transparence en matière de gestion, de simplifier les procédures administratives et d'améliorer l'exécution des programmes dans l'ensemble de l'Organisation.

Tableau 27A.6

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès

Objectif : Promouvoir l'amélioration continue de la gestion et de l'administration dans l'ensemble du Secrétariat

Réalisations escomptées	*Indicateurs de succès*
Amélioration des systèmes permettant de rendre compte des résultats de gestion et de diffuser les informations nécessaires à la prise de décisions.	Degré de satisfaction exprimé par les départements et les bureaux au sujet des services d'information en ligne fournis par le Bureau de la politique de gestion pour leur permettre d'évaluer leurs résultats de gestion.

27A.11 On devrait parvenir à l'objectif visé et aux résultats escomptés tels qu'ils sont énoncés dans le tableau 27A.6 dans l'hypothèse où : a) des ressources financières suffisantes seront allouées pour permettre de prendre les initiatives proposées par le Bureau; b) les directeurs de programme appuieront le Bureau de la politique de gestion en collaborant pleinement aux efforts que celui-ci déploie pour parvenir aux objectifs de la réforme de la gestion.

Produits

27A.12 Au cours de l'exercice biennal 2002-2003, les produits ci-après seront exécutés :

a) Service d'organes intergouvernementaux et organes d'experts

i) Services fonctionnels : fourniture de services fonctionnels à la Cinquième Commission pour 4 séances officielles et 16 séances officieuses ayant trait à la réforme de la gestion et de la politique administrative;

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports à l'Assemblée générale sur des questions ayant trait à la réforme de la gestion, selon que de besoin;

iii) Fourniture de services fonctionnels et techniques aux comités internes, en particulier le Comité de la politique de gestion, pour des questions ayant trait à la réforme de la gestion;

b) Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions

Coopération avec d'autres organisations du système des Nations Unies pour les questions relatives à une approche commune de la gestion financière et administrative, notamment participation aux réunions du Comité de haut niveau sur la gestion du Comité administratif de coordination;

c) Services d'appui administratif

i) Fourniture de services fonctionnels et techniques aux comités internes, en particulier au Comité de la politique de gestion, pour des questions relatives à la réforme de la gestion;

ii) Examen de la gestion et des méthodes et établissement d'études sur les structures et méthodes de gestion actuelles et prévues et sur les domaines où la gestion pourrait être améliorée et les mesures à prendre à cette fin;

iii) Fourniture de conseils aux directeurs de programme sur des questions relatives à l'amélioration de la gestion et à l'exécution des programmes ainsi qu'à la simplification et à la rationalisation des méthodes et des procédures;

iv) Présentation de recommandations concernant l'introduction des meilleures pratiques de gestion et l'amélioration de l'exécution des programmes ainsi que la simplification et la rationalisation des méthodes et des procédures;

v) Mise au point et application d'un système permettant de rendre compte des informations de gestion;

vi) Facilitation des activités et initiatives visant à améliorer la productivité dans l'ensemble du Secrétariat et entretien d'une base de données sur les projets d'amélioration de la productivité;

vii) Exécution d'un programme intersectoriel visant à rationaliser l'administration et la gestion des ressources humaines, financières et autres;

viii) Validation des gains de productivité durables proposés par les directeurs de programme qui seront présentés à l'Assemblée générale en vue de leur éventuel transfert au Compte pour le développement;

ix) Préparatifs de manifestions, établissement de rapports et autres moyens permettant de promouvoir la réforme de la gestion et de l'administration et de la faire mieux comprendre.

Tableau 27A.7

Ressources nécessaires : services de gestion

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003 (avant réévaluation des coûts)*	*2000-2001*	*2002-2003*
Budget ordinaire				
Postes	1 692,4	1 692,4	7	7
Autres rubriques	205,5	159,7	–	–
Total	**1 897,9**	**1 852,1**	**7**	**7**
Fonds extrabudgétaires	–	–	–	–

27A.13 Le montant de 1 852 100 dollars devrait permettre de financer le maintien de sept postes et les autres dépenses connexes (Autres rubriques). La diminution de ces dépenses est imputable à la baisse des ressources nécessaires au titre des consultants, des frais de voyage et du matériel, compensée en partie par une légère augmentation des dépenses générales de fonctionnement.

2. Gestion financière

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 2 792 200 dollars

27A.14 Les services de gestion financière sont assurés par le Service des contributions, la Trésorerie et le Groupe de l'appui aux activités de contrôle.

27A.15 La Trésorerie assure le recouvrement en temps voulu et la bonne garde des ressources de trésorerie, et s'emploie à améliorer les systèmes de paiement afin de rationaliser les procédures, de réduire les coûts et de renforcer la sécurité. Elle applique également des mécanismes de contrôle visant à protéger les systèmes de paiement et les avoirs et veille à ce que l'Organisation tire profit du regroupement de ses liquidités.

27A.16 Grâce à la fourniture de services techniques et en coopération avec la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales, le Service des contributions facilite les travaux de la Cinquième Commission, du Comité des contributions et d'autres organes sur des questions ayant trait au barème des quotes-parts et aux contributions et apporte une assistance aux conférences d'annonce des contributions pour diverses activités de l'ONU. Il fait en sorte que l'information financière sur le versement des contributions mises en recouvrement et des contributions volontaires soit de meilleure qualité et soit communiquée aux États Membres en temps voulu et renforce pour ce faire les moyens de l'Organisation de suivre et de prévoir sa situation de trésorerie.

27A.17 Le Groupe de l'appui aux activités de contrôle facilite les contacts avec les trois principaux organes de contrôle (Comité des commissaires aux comptes, Corps commun d'inspection et Bureau des services de contrôle interne), donne suite à leurs observations et recommandations et s'assure que les mesures correctives nécessaires sont prises en temps voulu. Il aide le Secrétaire général adjoint à assurer le respect des normes applicables aux voyages par avion et s'acquitte de tâches spéciales concernant l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière et les services d'appui administratif au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Tableau 27A.8

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès

Objectif 1 : Assurer une gestion efficace et préserver les ressources de trésorerie de l'Organisation

Réalisations escomptées	*Indicateurs de succès*
Améliorer le système d'investissement et de gestion de la trésorerie.	Opinion positive des organes de vérification des comptes sur la trésorerie de l'Organisation et l'efficacité de ses pratiques d'investissement et des résultats obtenus en la matière et préservation de ses ressources.

Objectif 2 : Faciliter les délibérations et la prise de décisions au niveau intergouvernemental sur les questions relatives au barème des quotes-parts

Réalisations escomptées	*Indicateurs de succès*
a) Amélioration du mode de présentation des informations relatives au barème des quotes-parts au Comité des contributions et à l'Assemblée générale.	a) Degré de satisfaction des délégations et des experts pour ce qui est de la qualité des informations relatives au barème des quotes-parts.
b) Amélioration du respect des délais de présentation des documents relatifs au barème des quotes-parts.	b) Pourcentage de documents relatifs au barème des quotes-parts disponibles aux dates prévues.

Objectif 3 : Contribuer à une vérification effective du respect des critères, normes et procédures de l'Organisation par les départements et bureaux

Réalisations escomptées	*Indicateurs de succès*
Amélioration du système de vérification de l'application des observations et recommandations des organes de contrôle externe.	i) Diminution du nombre de recommandations des organes de contrôle externe en attente d'application; ii) Pourcentage de rapports sur l'état de l'application des recommandations des organes de contrôle externe présentés dans les délais.

27A.18 Les objectifs et les réalisations escomptées indiqués au tableau 27A.8 ci-dessus devraient pouvoir être réalisés sous réserve que : a) des ressources financières suffisantes soient disponibles pour maintenir une infrastructure technique et des mécanismes de suivi adéquats; et b) les directeurs de programme prêtent leur concours au Groupe de l'appui aux activités de contrôle et coopèrent pleinement à l'application des recommandations des organes de contrôle externe.

Produits

27A.19 Les produits ci-après seront exécutés au cours de l'exercice biennal :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts

i) Services fonctionnels pour les réunions. Une vingtaine de séances officielles et autant de consultations officieuses de la Cinquième Commission sur des questions touchant le barème des quotes-parts, le calcul des contributions aux opérations de maintien de la paix, l'application de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies et d'autres questions financières. Environ 54 séances officielles et 12 consultations officieuses du Comité des contributions sur des questions ayant trait au calcul des contributions; et assistance aux conférences d'annonce de contributions pour diverses activités de l'ONU;

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants. Assistance pour l'établissement de rapports périodiques sur la situation financière de l'Organisation à présenter à l'Assemblée générale (4); de rapports au Comité des contributions (20); de documents de séance établis en coopération avec la Division de statistique (120); d'autres rapports spéciaux sur le barème des quotes-parts, le calcul des contributions aux opérations de maintien de la paix, d'autres questions relatives aux contributions et l'application de l'Article 19 de la Charte; rapports à l'Assemblée générale sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes (14); rapport sur l'application des recommandations du Corps commun d'inspection (1); rapports contenant des observations sur certains rapports du Corps commun d'inspection (5); rapports sur les conditions de voyage par avion (2); et notes sur les élections au Corps commun d'inspection (2);

iii) Autres services. Fourniture d'une assistance au Comité des contributions lors de l'établissement de ses rapports annuels et spéciaux à l'Assemblée générale;

b) Autres activités de fond

i) Publications périodiques. Rapports mensuels sur l'état des contributions;

ii) Publications isolées. Rapports spéciaux sur l'état des contributions;

c) Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations.

Fourniture, sur la demande des États Membres et des fonds, programmes et organismes des Nations Unies, d'informations sur le système de mise en recouvrement et l'état des contributions; participation aux activités du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires portant sur des questions financières;

d) Services d'appui administratif (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)

i) Contributions. Émission d'accusés de réception des contributions mises en recouvrement et des contributions volontaires adressées aux États Membres (environ 6 000); émission d'avis de mise en recouvrement des contributions au budget ordinaire et au Fonds de roulement ainsi qu'au financement des opérations de maintien de la paix et des tribunaux internationaux (une centaine); émission d'avis de mise en recouvrement des contributions de certains États non membres; établissement, à l'intention du Cabinet du Secrétaire général et de hauts fonctionnaires, de documents d'information sur l'état des contributions, l'application de l'Article 19 de la Charte et des questions connexes; fourniture d'une assistance pour le suivi de la situation financière de l'Organisation et, en particulier, des mouvements de trésorerie;

ii) Trésorerie. Suivi quotidien des taux d'intérêt de placements à court terme; liaison avec les banques à travers le monde et services de formation à l'intention des bureaux qui gèrent des ressources de l'Organisation; gestion des comptes bancaires dans le monde entier; fixation des taux de change applicables aux opérations de l'ONU et suivi de l'évolution des taux de change sur les marchés internationaux; placement à court terme

de fonds relevant du budget ordinaire de l'ONU et du budget des opérations de maintien de la paix, des fonds d'affectation spéciale généraux de l'ONU, des fonds de coopération technique, des fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres fonds; gestion de la trésorerie; planification des besoins de liquidités pour le Siège et les bureaux extérieurs; et encaissement et enregistrement de tous les paiements autres que les contributions des gouvernements, et exécution de tous les décaissements relevant du Siège;

iii) Appui aux activités de contrôle. Établissement de rapports d'activité à jour sur les mesures prises pour donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes (4); rédaction des réponses aux notes de gestion du Comité des commissaires aux comptes (15); établissement de rapports semestriels sur l'application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne (4); réponses aux demandes de dérogation aux normes relatives aux conditions de voyage (140); et fourniture d'une assistance administrative au Tribunal pénal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (fonds extrabudgétaires).

Tableau 27A.9

Ressources nécessaires : gestion financière

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003 (avant réévaluation des coûts)*	*2000-2001*	*2002-2003*
Budget ordinaire				
Postes	2 467,2	2 467,2	14	14
Autres rubriques	270,8	325,0	–	–
Total	**2 738,0**	**2 792,2**	**14**	**14**
Fonds extrabudgétaires	2 301,6	2 402,1	14	14

27A.20 Le montant de 2 792 200 dollars permettra de maintenir 14 postes et de couvrir les dépenses connexes au titre des autres rubriques. L'augmentation des ressources au titre des autres rubriques, qui se justifie par l'accroissement des dépenses pour les heures supplémentaires, les services contractuels, les frais généraux de fonctionnement et les fournitures et accessoires, est en partie compensée par la diminution des ressources demandées au titre des frais de voyage et du matériel.

3. Administration de la justice

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 1 521 600 dollars

27A.21 Le principal objectif de ce programme est de promouvoir un fonctionnement équitable, cohérent et efficace du système de justice interne du Secrétariat et d'encourager un plus grand recours aux procédures de conciliation et de médiation. Au cours de l'exercice biennal, on continuera de s'efforcer d'améliorer les procédures de règlement amiable applicables en cas de plaintes de fonctionnaires, notamment à travers la mise en place d'un mécanisme de médiation pour renforcer les capacités du système en matière de conciliation, de médiation et de négociation.

27A.22 Pour atteindre ces objectifs, le Bureau renforcera les services fonctionnels et techniques nécessaires à la Commission paritaire de recours (qui connaît aussi des recours émanant de fonctionnaires du PNUD et de l'UNICEF, ainsi que des commissions régionales et des petits bureaux des Nations

Unies), au Comité paritaire de discipline, au mécanisme de médiation et à la Liste des conseils. Il continuera également de fournir une assistance pour ce qui est de donner suite aux recours, de mener des enquêtes, de donner des conseils sur le plan juridique et en matière de procédure et d'effectuer des recherches dans les domaines juridique et administratif. En outre, il conseillera le Secrétaire général en ce qui concerne la suite à donner aux recours, aux plaintes déposées par des fonctionnaires et aux affaires disciplinaires, ainsi que l'application des jugements du Tribunal administratif et d'autres décisions administratives.

27A.23 Ce programme porte aussi sur la formulation de recommandations relatives à l'amendement et/ou à la publication de dispositions relatives au Règlement du personnel et de directives administratives concernant les mesures disciplinaires, les recours et des questions connexes, ainsi que sur l'élaboration de politiques, procédures et mécanismes administratifs devant assurer le bon fonctionnement du système de justice interne.

Tableau 27A.10

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées et indicateurs de succès

Objectif 1 : Promouvoir un fonctionnement équitable, cohérent et efficace du système de justice interne

Réalisations escomptées	*Indicateurs de succès*
Système d'administration de la justice plus efficace et plus rationnel.	i) Réduction des délais entre la présentation des recours et la décision définitive sur la suite à y donner; ii) Augmentation du nombre d'affaires réglées par conciliation ou médiation; iii) Degré de satisfaction exprimé par les États Membres et les fonctionnaires en ce qui concerne le fonctionnement du système de justice interne.

Réalisations escomptées

27A.24 Les objectifs et réalisations escomptées figurant au tableau 27A.10 ci-dessus devraient pouvoir être réalisés sous réserve que : a) des ressources suffisantes soient disponibles pour assurer le fonctionnement efficace du système de justice interne; et b) les directeurs de programme prêtent leur concours pour assurer le bon fonctionnement du mécanisme de justice interne et coopèrent pleinement à l'application des décisions du Tribunal administratif.

Produits

27A.25 Les produits ci-après seront exécutés au cours de l'exercice biennal :

a) Services d'appui administratif (budget ordinaire/fonds extrabudgétaire)

Fourniture de conseils au Secrétaire général en ce qui concerne la suite à donner aux plaintes déposées par des fonctionnaires, aux recours et aux affaires disciplinaires; prestation des services fonctionnels et techniques nécessaires à la Commission paritaire de recours, au Comité paritaire de discipline, au médiateur et à la Liste des conseils; formation des nouveaux membres de la Commission paritaire de recours aux aspects techniques et procéduraux du système

de justice interne; fourniture d'une assistance pour le règlement des affaires et de conseils aux fonctionnaires pour les recours et les affaires disciplinaires; élaboration des amendements au Règlement du personnel et aux circulaires administratives relatives à la procédure disciplinaire, aux recours et aux questions connexes.

Tableau 27A.11

Ressources nécessaires : administration de la justice

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003 (avant réévaluation des coûts)*	*2000-2001*	*2002-2003*
Budget ordinaire				
Postes	1 086,3	1 392,9	7	9
Autres rubriques	117,4	128,7	–	–
Total	**1 203,7**	**1 521,6**	**7**	**9**
Fonds extrabudgétaires	321,8	337,4	2	2

27A.26 Le montant de 1 521 600 dollars permettra de financer neuf postes et de couvrir les dépenses connexes au titre des autres rubriques. L'augmentation du nombre de postes s'explique par la création d'un poste D-2 pour le médiateur et d'un poste de juriste (P-4) pour renforcer l'appui à la Liste des conseils en matière d'avis juridiques et de représentation des fonctionnaires, conformément aux mesures visant à renforcer le système de justice interne initialement préconisées par le Secrétaire général dans le cadre de la réforme de la gestion.

C. Appui aux programmes

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts) : 2 856 800 dollars

27A.27 Le Service administratif du Département de la gestion fournit des services administratifs spécialisés, un appui et des conseils ayant trait au personnel, aux finances et à l'administration en général aux différents services du Département, à savoir le Bureau du Secrétaire général adjoint, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, le Bureau de la gestion des ressources humaines et le Bureau des services centraux d'appui. Il fournit aussi des services aux secrétariats du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au Comité des commissaires aux comptes et au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité. Compte tenu de l'expérience acquise durant l'exercice 2000-2001 en matière d'administration financière, de ressources du Département, notamment les ressources au titre des chapitres 27A, 27B, 27C et 27D, et certaines autres ressources relevant d'autres chapitres du budget, il importe de maintenir un niveau de compétences suffisant pour renforcer les capacités du Service administratif dans ces domaines.

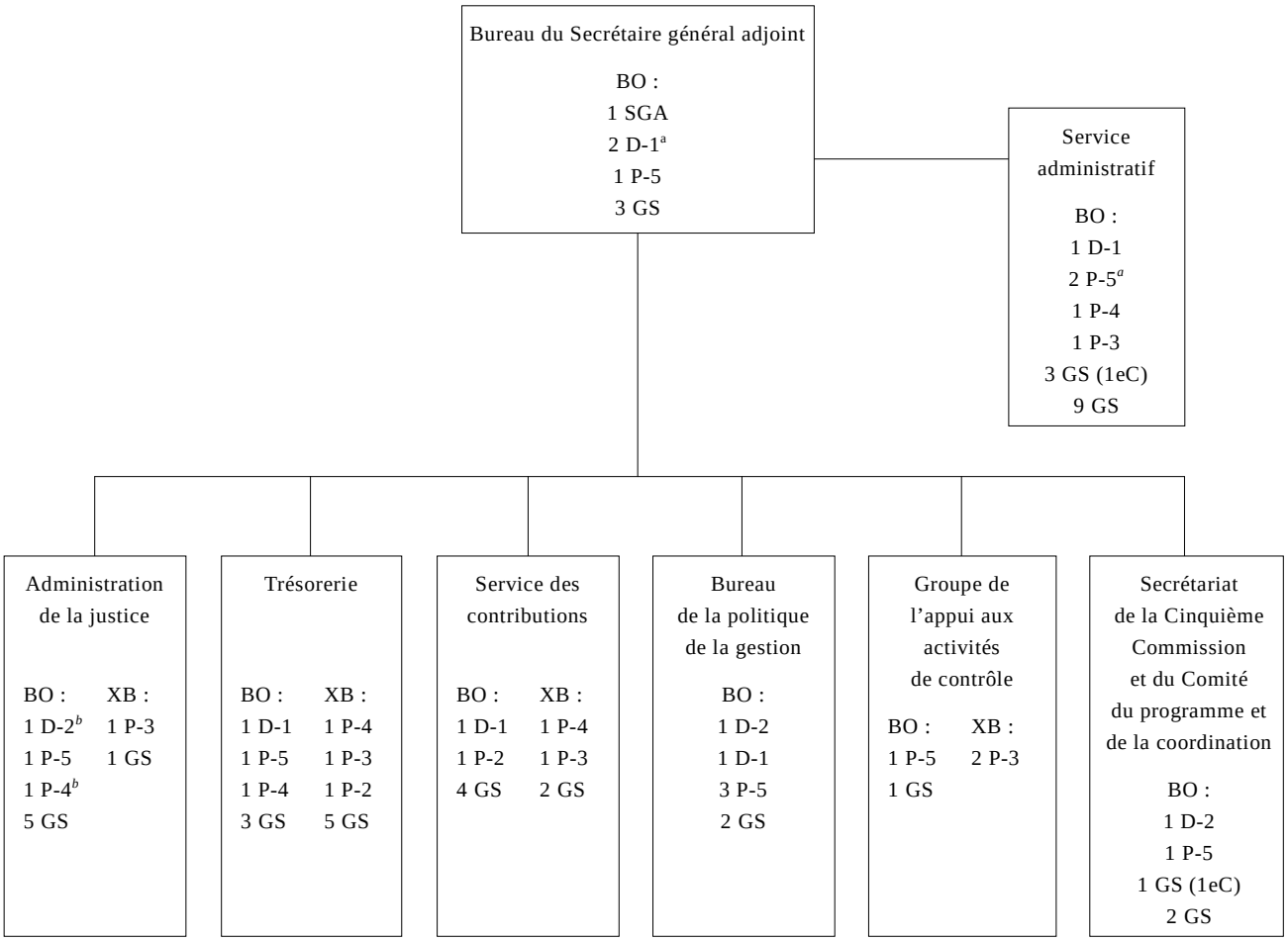
Tableau 27A.12

Ressources nécessaires : appui aux programmes

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003 (avant réévaluation des coûts)*	*2000-2001*	*2002-2003*
Budget ordinaire				
Postes	2 729,9	2 767,0.	17	17
Autres rubriques	89,8	89,8	–	–
Total	**2 819,7**	**2 856,8**	**17**	**17**
Fonds extrabudgétaires	**112,0**	**112,0**	**–**	**–**

27A.28 Le montant de 2 767 000 dollars permettra de maintenir 17 postes, dont un poste P-4 reclassé à P-5, et de couvrir les dépenses connexes au titre des autres rubriques. Le reclassement de poste permettra de renforcer la gestion des ressources financières dans l'ensemble du département.

Département de la gestion : Bureau du Secrétaire général adjoint Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2002-2003



Notes : SGA : Secrétaire général adjoint; GS : agent des services généraux; 1eC : 1re classe; BO : budget ordinaire; XB : fonds extrabudgétaires.

[a] Y compris un poste P-5 reclassé à D-1 et un poste P-4 reclassé à P-5.

[b] Nouveaux postes.

Annexe

Montant indicatif des ressources nécessaires
Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion

Tableau A.27A.1

Prévisions de dépenses, par grande rubrique et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Rubrique	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
A. Direction exécutive et administration	2 756,8	2 720,9	83,4	3,0	2 804,3	200,6	3 004,9
B. Programme de travail							
1. Services de gestion	1 593,8	1 897,9	(45,8)	(2,4)	1 852,1	136,9	1 989,0
2. Gestion financière	2 271,7	2 738,0	54,2	1,9	2 792,2	194,3	2 986,5
3. Administration de la justice	1 132,1	1 203,7	317,9	26,4	1 521,6	96,7	1 618,3
C. Appui aux programmes	3 347,2	2 819,7	37,1	1,3	2 856,8	195,2	3 052,0
Total (1)	**11 101,6**	**11 380,2**	**446,8**	**3,9**	**11 827,0**	**823,7**	**12 650,7**

2) *Fonds extrabudgétaires*

1998-1999 Dépenses effectives	*2000-2001 Dépenses estimatives*	*Provenance des fonds*	*2002-2003 Dépenses prévues*
		a) Services d'appui à :	
297,6	332,2	i) Des organismes des Nations Unies	337,4
		ii) Des activités extrabudgétaires	
1 001,9	1 127,8	Appui à des activités extrabudgétaires	1 182,9
112,5	114,0	Ressources provenant du remboursement des dépenses de coopération technique	119,2
902,0	1 161,4	Opérations de maintien de la paix	1 212,0
–	–	b) Activités de fond	–
–	–	c) Projets opérationnels	–
2 314,0	**2 735,4**		**2 851,5**
13 415,6	**14 115,6**		**15 502,2**

Tableau A.27A.2

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
Postes	10 115,0	10 560,7	365,4	3,4	10 926,1	774,5	11 700,6
Autres dépenses de personnel	505,5	201,7	10,0	4,9	211,7	11,5	223,2
Consultants et experts	132,3	166,5	(41,5)	(24,9)	125,06	6,9	131,9
Voyages	84,3	85,6	(5,6)	(6,5)	80,0	4,3	84,3
Services contractuels	76,3	143,1	27,9	19,4	171,0	9,3	180,3
Frais généraux de fonctionnement	110,4	131,7	85,3	64,7	217,0	11,7	228,7
Dépenses de représentation	0,6	0,8	–	–	0,8	–	0,8
Fournitures et accessoires	–	–	14,5	–	14,5	0,9	15,4
Mobilier et matériel	77,2	90,1	(9,2)	(10,2)	80,9	4,6	85,5
Total (1)	**11 101,6**	**11 380,2**	**446,8**	**3,9**	**11 827,0**	**823,7**	**12 650,7**

2) *Fonds extrabudgétaires*

Objet de dépense	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Dépenses estimatives*	*2002-2003 Dépenses prévues*
Postes	2 314,0	2 613,0	2 739,5
Autres dépenses de personnel	–	122,4	112,0
Total (2)	**2 314,0**	**2 735,4**	**2 851,5**
Total [(1) + (2)]	**13 415,6**	**14 115,6**	**15 502,2**

Tableau A.27A.3

Postes nécessaires

Catégorie	*Postes permanents inscrits au budget ordinaire*		*Postes temporaires*				*Total*	
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*			
	2000-2001	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	–	–	–	–	1	1
D-2	2	3	–	–	–	–	2	3
D-1	5	6	–	–	–	–	5	6
P-5	10	10	–	–	–	–	10	10
P-4/3	5	5	–	–	7	7	12	12
P-2/1	1	1	–	–	1	1	2	2
Total partiel	**24**	**26**	**–**	**–**	**8**	**8**	**32**	**34**

Catégorie	*Postes permanents inscrits au budget ordinaire*		*Postes temporaires*				*Total*	
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*			
	2000-2001	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Agents des services généraux								
1re classe	4	4	–	–	–	–	4	4
Autres classes	29	29	–	–	8	8	37	37
Total partiel	**33**	**33**	**–**	**–**	**8**	**8**	**41**	**41**
Total général	**57**	**59**	**–**	**–**	**16**[a]	**16**[a]	**73**	**75**

[a] Postes financés à l'aide de sommes remboursées au titre des services d'appui : structures administratives financées par des fonds extrabudgétaires : 2 postes [1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes)]; activités de fond financées par des fonds extrabudgétaires : 7 postes [3 P-3, 1 P-2 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)]; coopération technique : 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes); postes imputés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix : 6 postes [2 P-4, 1 P-3 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)].

A. Direction exécutive et administration

Tableau A.27A.4

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Budget ordinaire

Objet de dépense	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
Postes	2 437,1	2 584,9	21,7	0,8	2 606,6	189,9	2 796,5
Autres dépenses de personnel	229,8	40,0	–	–	40,0	2,2	42,2
Voyages	55,5	52,7	(3,0)	(5,6)	49,7	2,7	52,4
Frais généraux de fonctionnement	27,2	33,2	62,7	188,8	95,9	5,2	101,1
Dépenses de représentation	0,6	0,8	–	–	0,8	–	0,8
Fournitures et accessoires	–	–	2,0	–	2,0	0,1	2,1
Mobilier et matériel	6,6	9,3	–	–	9,3	0,5	9,8
Total	**2 756,8**	**2 720,9**	**83,4**	**3,0**	**2 804,3**	**200,6**	**3 004,9**

Tableau A.27A.5

Postes nécessaires

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*					
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*		*Total*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SSA	1	1	–	–	–	–	1	1
D-2	1	1	–	–	–	–	1	1
D-1	1	2	–	–	–	–	1	2
P-5	3	2	–	–	–	–	3	2
Total partiel	**6**	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6**	**6**
Agents des services généraux								
1re classe	1	1	–	–	–	–	1	1
Autres classes	5	5	–	–	–	–	5	5
Total partiel	**6**	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6**	**6**
Total général	**12**	**12**	**–**	**–**	**–**	**–**	**12**	**12**

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)

Postes

A.27A.1 Le montant de 2 606 600 dollars servira à financer 12 postes, y compris le reclassement à D-1 du poste P-5 occupé par l'Administrateur général, qui permettra d'étoffer les capacités d'analyse du bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion afin de suivre la situation financière de l'Organisation et de rendre compte périodiquement à l'Assemblée générale à ce sujet.

Autres dépenses de personnel

A.27A.2 Le montant de 40 000 dollars (inchangé, à prix constants) prévu au titre des heures supplémentaires permettra de couvrir le coût de l'appui indispensable en période de pointe.

Voyages

A.27A.3 Le montant de 49 700 dollars, soit une diminution de 3 000 dollars, a trait aux voyages qu'effectueront le Secrétaire général adjoint et d'autres fonctionnaires du Bureau lorsqu'ils devront s'occuper directement de questions nécessitant leur présence.

Frais généraux de fonctionnement

A.27A.4 Le montant de 95 900 dollars, soit une augmentation de 62 700 dollars, servira à financer le coût des communications (66 900 dollars), l'entretien du matériel de bureautique et l'appui technique (29 000 dollars). L'augmentation s'explique par : a) l'entrée en vigueur de nouveaux arrangements concernant les services de communications, aux termes desquels les ressources prévues à ce titre sont directement inscrites aux différents chapitres du budget (15 000 dollars); b) un accroissement de la part revenant au Bureau des dépenses d'entretien et d'appui ayant trait à l'infrastructure technique du réseau local et des serveurs centraux (12 700 dollars).

Dépenses de représentation

A.27A.5 Le montant de 800 dollars (inchangé à coûts constants) doit permettre de couvrir le coût des réceptions officielles.

Fournitures et accessoires

A.27A.6 Le montant de 2 000 dollars permettra de financer les achats de fournitures de bureau.

Mobilier et matériel

A.27A.7 Le montant de 9 300 dollars (inchangé à coûts constants) servira à remplacer une partie du matériel de bureautique.

B. Programme de travail

Tableau A.27A.6

Prévisions de dépenses, par sous-programme et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Sous-programme	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
1. Services de gestion	1 593,8	1 897,9	(45,8)	(2,4)	1 852,1	136,9	1 989,0
2. Gestion financière	2 271,7	2 738,0	54,2	1,9	2 792,2	194,3	2 986,5
3. Administration de la justice	1 132,1	1 203,7	317,9	26,4	1 521,6	96,7	1 618,3
Total (1)	**4 997,6**	**5 839,6**	**326,3**	**25,9**	**6 165,9**	**427,9**	**6 593,8**

2) *Fonds extrabudgétaires*

1998-1999 Dépenses effectives	*2000-2001 Dépenses estimatives*	*Provenance des fonds*	*2002-2003 Dépenses prévues*
		a) Services d'appui à :	
297,6	332,2	i) Des organismes des Nations Unies	337,4
		ii) Des activités extrabudgétaires :	
1 001,9	1 127,8	Appui à des activités extrabudgétaires	1 182,9
112,5	114,0	Ressources provenant du remboursement des dépenses de coopération technique	119,2
902,0	1 161,4	Opérations de maintien de la paix	1 212,0
–	–	b) Activités de fond	–
–	–	c) Projets opérationnels	–
2 314,0	**2 735,4**	**Total (2)**	**2 851,5**
7 311,6	**8 575,0**	**Total [(1) + (2)]**	**9 745,3**

Tableau A.27A.7

Postes nécessaires

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*				*Total*	
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*			
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-2	1	2	–	–	–	–	1	2
D-1	3	3	–	–	–	–	3	3
P-5	6	6	–	–	–	–	6	6
P-4/3	2	3	–	–	7	7	9	10
P-2/1	1	1	–	–	1	1	2	2
Total partiel	**13**	**15**	**–**	**–**	**8**	**8**	**21**	**23**
Agents des services généraux								
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	15	15	–	–	8	8	23	23
Total partiel	**15**	**15**	**–**	**–**	**8**	**8**	**23**	**23**
Total général	**28**	**30**	**–**	**–**	**16**[a]	**16**[a]	**44**	**46**

[a] Postes financés à l'aide de sommes remboursées au titre des services d'appui : structures administratives financées par des fonds extrabudgétaires : 2 postes [1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes)]; activités de fond financées par des fonds extrabudgétaires : 7 postes [3 P-3, 1 P-2 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)]; coopération technique : 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes); postes imputés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix : 6 postes [2 P-4, 1 P-3 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)].

Sous-programme 1
Services de gestion

Tableau A.27A.8

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Budget ordinaire

Objet de dépense	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
Postes	1 284,3	1 692,4	–	–	1 692,4	128,1	1 820,5
Autres dépenses de personnel	144,2	–	–	–	–	–	–
Consultants et experts	132,3	166,5	(41,5)	(24,9)	125,0	6,9	131,9
Voyages	23,6	19,7	(2,0)	(10,1)	17,7	1,0	18,7
Frais généraux de fonctionnement	0,7	15,1	1,9	12,5	17,0	0,9	17,9
Mobilier et matériel	8,7	4,2	(4,2)	(100,0)	–	–	–
Total	**1 593,8**	**1 897,9**	**(45,8)**	**(2,4)**	**1 852,1**	**136,9**	**1 989,0**

Tableau A.27A.9

Postes nécessaires

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*					
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*		*Total*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-2	1	1	–	–	–	–	1	1
D-1	1	1	–	–	–	–	1	1
P-5	3	3	–	–	–	–	3	3
Total partiel	**5**	**5**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**5**
Agents des services généraux								
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	2	2	–	–	–	–	2	2
Total partiel	**2**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**2**
Total général	**7**	**7**	**–**	**–**	**–**	**–**	**7**	**7**

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)

Postes

A.27A.8 Le montant de 1 692 400 dollars permettra de maintenir les sept postes existants.

Consultants et experts

A.27A.9 Le montant de 125 000 dollars, en baisse de 41 500 dollars, servira à financer des services de consultants ayant des compétences spécialisées dans des domaines nouveaux portant sur des aspects très divers de la gestion, tels que la simplification des procédures, l'information de gestion au niveau interne, la mise en place de structures informatiques et la rationalisation des règles, règlements et procédures.

Voyages

A.27A.10 Le montant de 17 700 dollars, soit une diminution de 2 000 dollars, servira à financer les frais de voyage des fonctionnaires du Bureau de la politique de gestion qui se rendront dans des bureaux hors Siège en vue de traiter de questions de gestion.

Frais généraux de fonctionnement

A.27A.11 Le montant de 17 000 dollars doit permettre de couvrir la part revenant au Bureau des frais d'entretien de l'infrastructure technique du réseau local et des serveurs centraux et de l'appui technique nécessaire au fonctionnement des services centraux de gestion.

Sous-programme 2
Gestion financière

Tableau A.27A.10

Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Rubrique	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
Postes	2 135,4	2 467,2	–	–	2 467,2	176,6	2 643,8
Autres dépenses de personnel	–	49,2	10,0	20,3	59,2	3,1	62,3
Voyages	1,6	8,4	(0,6)	(7,1)	7,8	0,4	8,2
Services contractuels	76,3	143,1	27,9	19,4	171,0	9,3	180,3
Frais généraux de fonctionnement	29,5	29,7	11,7	39,3	41,4	2,2	43,6
Fournitures et accessoires	–	–	10,2	–	10,2	0,6	10,8
Mobilier et matériel	28,9	40,4	(5,0)	(12,3)	35,4	2,1	37,5
Total (1)	**2 271,7**	**2 738,0**	**54,2**	**1,9**	**2 792,2**	**194,3**	**2 986,5**

2) *Fonds extrabudgétaires*

1998-1999 Dépenses effectives	*2000-2001 Dépenses estimatives*	*Provenance des fonds*	*2002-2003 Dépenses prévues*
		a) Services d'appui à :	
76,9	218,2	i) Des organismes des Nations Unies	218,2
		ii) Des activités extrabudgétaires	
794,6	920,0	Appui à des activités extrabudgétaires	964,7
112,5	114,0	Ressources provenant du remboursement des dépenses de coopération technique	119,2
902,0	1 049,4	Opérations de maintien de la paix	1 100,0
–	–	b) Activités de fond	–
–	–	c) Projets opérationnels	–
1 886,0	**2 301,6**		**2 402,1**
4 157,7	**5 039,6**		**5 388,6**

Tableau A.27A.11

Postes nécessaires

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*					
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*		*Total*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	2	2	–	–	–	–	2	2
P-5	2	2	–	–	–	–	2	2
P-4/3	1	1	–	–	6	6	7	7
P-2/1	1	1	–	–	1	1	2	2
Total partiel	**6**	**6**	**–**	**–**	**7**	**7**	**13**	**13**
Agents des services généraux								
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	8	8	–	–	7	7	15	15
Total partiel	**8**	**8**	**–**	**–**	**7**	**7**	**15**	**15**
Total général	**14**	**14**	**–**	**–**	**14**[a]	**14**[a]	**28**	**28**

[a] Postes financés à l'aide de sommes remboursées au titre des services d'appui : structures administratives extrabudgétaires : 1 P-3; activités extrabudgétaires de fond : 6 postes [1 P-3, 1 P-2 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)]; activités de coopération technique : 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes); opérations de maintien de la paix (compte d'appui) : 6 postes [2 P-4, 1 P-3 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)].

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)

Postes

A.27A.12 Le montant de 2 467 200 dollars doit permettre de financer le maintien de 14 postes dans le Service des contributions, à la Trésorerie et dans le Groupe de l'appui aux activités de contrôle.

Autres dépenses de personnel

A.27A.13 Le montant de 59 200 dollars, en augmentation de 10 000 dollars au titre des heures supplémentaires, doit permettre de respecter les dates limites fixées, telles que celles pour l'établissement des états de paie et le prélèvement des impôts, qui causent des surcroîts temporaires de travail à la Trésorerie et au Service des contributions.

Voyages du personnel

A.27A.14 Le montant de 7 800 dollars doit permettre de couvrir les frais de voyage du Trésorier, qui se rendra dans d'autres lieux d'affectation pour assister à des réunions portant sur des questions de politique financière, de gestion de la trésorerie, de devises et d'investissements.

Services contractuels

A.27A.15 Le montant de 171 000 dollars, en augmentation de 27 900 dollars, doit permettre d'assurer l'entretien des logiciels des systèmes de gestion des placements, d'établissement des chèques et de paiement de la Trésorerie (162 800 dollars) et de couvrir le coût de l'impression, par des entreprises extérieures, de chèques et de formulaires spéciaux (8 200 dollars).

Frais généraux de fonctionnement

A.27A.16 Le montant de 41 400 dollars, en augmentation de 11 700 dollars, doit permettre de financer l'entretien du matériel de bureautique et l'appui nécessaire au bon fonctionnement de l'infrastructure technique des réseaux locaux.

Fournitures et accessoires

A.27A.17 Le montant de 10 200 dollars doit permettre à la Trésorerie et au Service des contributions d'acheter des fournitures de bureau.

Mobilier et matériel

A.27A.18 Le montant de 35 400 dollars, en diminution de 5 000 dollars, doit permettre d'acheter du matériel de bureautique dans le cadre du programme ordinaire de remplacement de ce matériel.

Sous-programme 3
Administration de la justice

Tableau A.27A.12

Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Rubrique	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
Postes	1 015,5	1 086,3	306,6	28,2	1 392,9	89,7	1 482,6
Autres dépenses de personnel	102,8	102,2	–	–	102,2	5,6	107,8
Voyages	3,6	4,8	–	–	4,8	0,2	5,0
Frais généraux de fonctionnement	10,2	10,4	11,3	108,6	21,7	1,2	22,9
Total (1)	**1 132,1**	**1 203,7**	**317,9**	**26,4**	**1 521,6**	**96,7**	**1 618,3**

2) *Fonds extrabudgétaires*

1998-1999 Dépenses effectives	*2000-2001 Dépenses estimatives*	*Provenance des fonds*	*2002-2003 Dépenses prévues*
		a) Services d'appui à :	
220,7	114,0	i) Des organismes des Nations Unies	119,2
		ii) Des activités extrabudgétaires	
207,3	207,8	Appui à des activités extrabudgétaires	218,2
–	–	b) Activités de fond	–
–	–	c) Projets opérationnels	–
428,0	**321,8**	**Total (2)**	**337,4**
1 560,1	**1 525,5**	**Total [(1) + (2)]**	**1 955,7**

Tableau A.27A.13

Postes nécessaires

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*					
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*		*Total*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-2	–	1	–	–	–	–	–	1
P-5	1	1	–	–	–	–	1	1
P-4/3	1	2	–	–	1	1	2	3
Total partiel	**2**	**4**	**–**	**–**	**1**	**1**	**3**	**5**
Agents des services généraux								
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	5	5	–	–	1	1	6	6
Total partiel	**5**	**5**	**–**	**–**	**1**	**1**	**6**	**6**
Total général	**7**	**9**	**–**	**–**	**2**[a]	**2**[a]	**9**	**11**

[a] Postes financés à l'aide de sommes remboursées au titre des services d'appui : structures administratives extrabudgétaires : 1 poste d'agent des services généraux (autres classes); et activités extrabudgétaires de fonds : 1 P-3.

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)

Postes

A.27A.19 Le montant de 1 392 900 dollars doit permettre de financer neuf postes, dont un nouveau poste D-2 pour l'Ombudsman et un nouveau poste P-4 pour le juriste chargé d'appuyer le Groupe de conseils, qui doivent permettre de renforcer le système interne de justice dans le cadre de la réforme de la gestion annoncée par le Secrétaire général.

Autres dépenses de personnel

A.27A.20 Le montant de 102 200 dollars correspondant au personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions), qui est inchangé, doit permettre d'aider la Commission paritaire de recours à traiter sans retard toutes les affaires qui lui sont soumises grâce à une utilisation souple et rationnelle des ressources en période de pointe.

Voyages du personnel

A.27A.21 Le montant de 4 800 dollars doit permettre de couvrir les frais de voyage des fonctionnaires qui seront appelés, le cas échéant, à se rendre dans d'autres lieux d'affectation pour coordonner les procédures arrêtées par la Commission paritaire de recours et à maintenir l'uniformité de ses recommandations.

Frais généraux de fonctionnement

A.27A.22 Le montant total de 21 700 dollars, en augmentation de 11 300 dollars, doit permettre de financer la part du coût de l'appui à fournir pour assurer le bon fonctionnement de l'infrastructure technique des réseaux locaux et des serveurs centraux qui revient aux services concernés.

C. Appui au programme

Tableau A.27A.14

Prévisions de dépenses, par objet de dépense et par source de financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Rubrique	*1998-1999 Dépenses effectives*	*2000-2001 Crédits ouverts*	*Augmentation*		*Total avant réévaluation des coûts*	*Réévaluation des coûts*	*2002-2003 Dépenses prévues*
			Montant	*Pourcentage*			
Postes	3 242,7	2 729,9	37,1	1,3	2 767,0	190,2	2 957,2
Autres dépenses de personnel	28,7	10,3	–	–	10,3	0,6	10,9
Frais généraux de fonctionnement	42,8	43,3	(2,3)	(5,3)	41,0	2,2	43,2
Fournitures et accessoires	–	–	2,3	–	2,3	0,2	2,5
Mobilier et matériel	33,0	36,2	–	–	36,2	2,0	38,2
Total (1)	**3 347,2**	**2 819,7**	**37,1**	**1,3**	**2 856,8**	**195,2**	**3 052,0**

2) *Fonds extrabudgétaires*

1998-1999 Dépenses effectives	*2000-2001 Dépenses estimatives*	*Provenance des fonds*	*2002-2003 Dépenses prévues*
		a) Services d'appui à :	
–	–	i) Des organismes des Nations Unies	–
		ii) Des activités extrabudgétaires	
–	112,0	Opérations de maintien de la paix	112,0
–	–	b) Activités de fond	–
–	–	c) Projets opérationnels	–
–	**112,0**		**112,0**
3 347,2	**2 931,7**		**3 164,0**

Tableau A.27A.15

Postes nécessaires

Catégorie	*Postes permanents inscrits au budget ordinaire*		*Postes temporaires*				*Total*	
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*			
	2000-2001	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	–	–	–	–	1	1
P-5	1	2	–	–	–	–	1	2
P-4/3	3	2	–	–	–	–	3	2
Total partiel	**5**	**5**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**5**

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*					
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*		*Total*	
Catégorie	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*	*2000-2001*	*2002-2003*
Agents des services généraux								
1re classe	3	3	–	–	–	–	3	3
Autres classes	9	9	–	–	–	–	9	9
Total partiel	**12**	**12**	**–**	**–**	**–**	**–**	**12**	**12**
Total général	**17**	**17**	**–**	**–**	**–**	**–**	**17**	**17**

Ressources nécessaires (avant réévaluation des coûts)

Postes

A.27A.23 Le montant de 2 767 000 dollars doit permettre de financer le maintien de cinq postes d'administrateur et de 12 postes d'agent des services généraux, ainsi que le reclassement d'un poste P-4 à P-5. Ce reclassement qui tient compte des données d'expérience pendant l'exercice biennal 2000-2001 et de la complexité des responsabilités concernées renforcerait l'administration, par le Service administratif, des ressources financières du Département dans son ensemble.

Autres dépenses de personnel

A.27A.24 Le montant de 10 300 dollars, qui est inchangé, doit permettre de financer les heures supplémentaires nécessaires pour faire face au surcroît de travail qu'occasionne la fermeture des comptes en fin d'exercice.

Frais généraux de fonctionnement

A.27A.25 Le montant de 41 000 dollars correspond aux dépenses afférentes à l'entretien du matériel de bureautique, de l'infrastructure technique des réseaux locaux et des serveurs centraux indispensables au bon fonctionnement des services centraux de gestion.

Fournitures et accessoires

A.27A.26 Le montant de 2 300 dollars doit permettre d'acheter des fournitures de bureau.

Mobilier et matériel

A.27A.27 Le montant de 36 200 dollars doit permettre de remplacer une partie du matériel de bureautique.